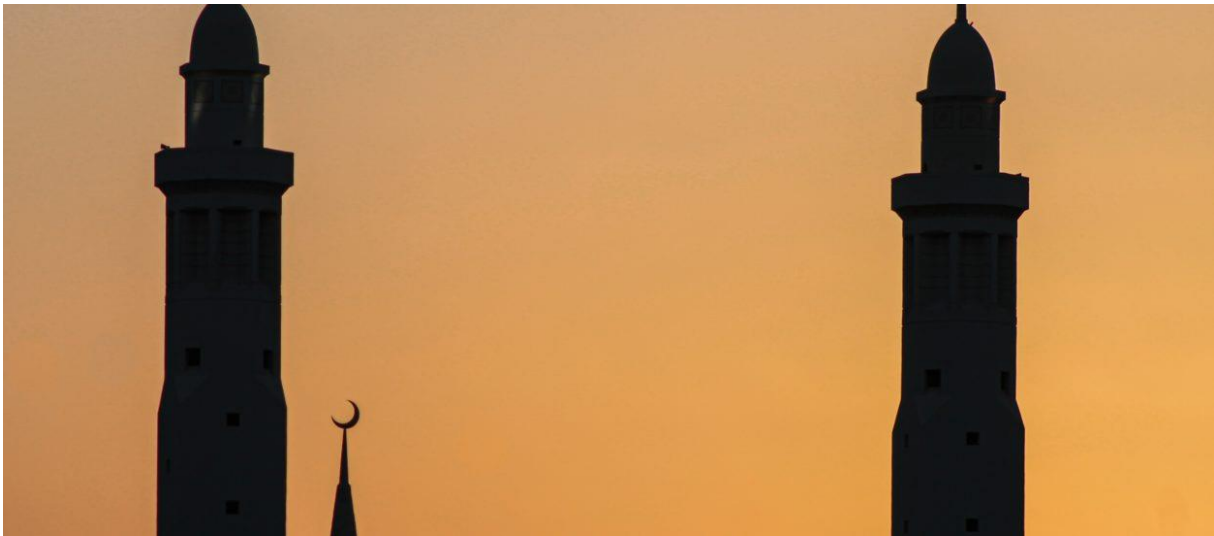


Publié le 11 octobre 2021 par le magazine Choiseul

<https://www.choiseul-magazine.fr/author/jean-francois-coustilliere/>

## Face aux crises : Un plan de co-développement ambitieux avec les pays du Maghreb

Par [Jean-François Coustillère](#)



Les trois pays du Maghreb central sont aujourd'hui soumis à des tensions très fortes essentiellement dues à des revendications intérieures. Ce n'est pas nouveau. Relisant un article que j'avais rédigé en 1985 pour la revue de l'Ecole supérieure de guerre navale (ESGN), il y a donc déjà plus de 35 ans, j'y retrouvais une analyse toujours d'actualité ou presque. Bien sûr, les caractéristiques descriptives se sont aggravées et les situations se sont fortement détériorées. Il est vrai que durant tout ce temps la plupart des remèdes préconisés n'ont pas été adoptés. Le seul facteur sous-estimé à cette époque alors qu'il est aujourd'hui dominant est celui de l'islam politique et de ses conséquences.

La source essentielle des revendications au Maghreb, comme en Afrique sub-saharienne d'ailleurs, est la faillite économique associée à une démographie croissante créant de ce fait mal-être, chômage et désespérance. Il en découle un fort rejet des autorités jugées corrompues et inefficaces et la recherche d'autres voies à travers la violence, les soulèvements et l'émigration. En face, les responsables politiques peinent à apporter des réponses adaptées. La pandémie du covid n'a rien arrangé.

L'islam politique présente la religion comme la solution à toutes ces revendications et n'hésite pas à employer, pour convaincre, des modes d'action violents : assassinats, terrorisme et attentats, souvent avec l'appui financier de puissances étrangères qui voient là un bon moyen d'étendre leur influence en usant de la soumission religieuse.

Voir sur nos frontières sud se développer des sociétés asservies, pauvres et qui plus est enfermées dans des systèmes archaïques refusant tout progrès tant social que communautaire, ne peut constituer qu'une menace. La France y est d'autant plus vulnérable que les diasporas issues majoritairement du Maghreb et vivant sur le territoire national sont importantes.

La seule stratégie utile serait de contribuer avec force et détermination au développement des pays maghrébins pour favoriser la stabilité de ces pays.

Reste à savoir comment et la question n'est pas simple.

Certes les échanges et les coopérations à caractère culturel tout autant que le partage des préoccupations climatiques ou écologiques ne sont pas inutiles. Mais ce ne sont pas ces démarches qui modifieront sensiblement le niveau de vie des pays concernés. Il est évidemment difficile de convaincre des individus à ces choix, même s'ils sont très importants pour leur avenir, alors qu'ils sont prêts à fuir leur pays dans l'illégalité et au péril de leur vie. L'accès à un niveau de vie suffisant pour répondre aux besoins vitaux prévaut sur toutes autres considérations.

L'ambitieux projet du Processus de Barcelone a montré ses limites. Les pays membres de l'Union Européenne estimaient que la politique de l'Union devait découler de l'intensité de ses relations commerciales : le slogan « *trade, not aid* » était leur refrain favori ainsi que le soulignait Jean-François Drevet, en 2016[1]. Les Européens ne voyaient pas de nécessité d'accorder au Maghreb, pas plus qu'aux autres PSEM[2], un traitement particulier, notamment en matière d'aides au développement d'autant plus que leurs échanges avec le Maghreb étaient assez réduits. Ils ont donc imposé, contre la volonté des euro-méditerranéens, une démarche strictement commerciale qui s'est révélée insuffisante voire inadaptée. L'initiative Euromed a été de plus handicapée par la volonté politique de conditionner le progrès économique au respect des valeurs démocratiques et des droits de l'Homme, telle qu'illustrée en 2011 par la décision de la Commission de proposer le concept « *more for more* » destiné à récompenser les pays tiers les plus méritants dans ce domaine. Au résultat la politique euroméditerranéenne (Processus de Barcelone, PEV et UpM)[3] n'a pas apporté les progrès attendus. Qui plus est la région est tellement fragmentée aujourd'hui qu'une politique globale telle que pensée il y a vingt cinq ans, est impossible à mettre en œuvre.

Par ailleurs, la priorité accordée par l'Union européenne à sa préoccupation sécuritaire devant la menace du terrorisme islamique a créé une réelle défiance de la part des pays partenaires. Ces derniers récusent l'analyse qui conduisait à les désigner comme la source de cette menace. La question de la migration illégale vers l'Europe, que certains membres voulaient voir contenue et réduite par les PSEM, a ajouté à la méfiance éprouvée face à un partenariat qui apparaissait de plus en plus comme une exigence de garde-frontières au profit de l'UE en échange de quelques avantages financiers. Cette méfiance est d'autant plus forte que des pays tels la Russie, la Chine, le Qatar et d'autres avancent des propositions concurrentes sans contrepartie à l'égard du respect de valeurs présentées comme universelles ni du contrôle des flux migratoires.

Le recentrage d'un partenariat renforcé à destination des pays du Maghreb, apparaît à cette heure la seule option opérationnelle. Bien évidemment, la démarche à adopter devrait se garder de toute ingérence mais également d'éviter les formes d'aide susceptibles d'être réorientées à travers la corruption au profit de quelques-uns, ou au renforcement de systèmes autoritaires confisquant les fonds mobilisés. L'exercice est clairement complexe d'autant plus

que nombre d'acteurs européens dénonceront toute démarche qui pourrait être interprétées comme un soutien à des pouvoirs peu respectueux des droits de l'Homme. Mais face à l'accroissement de la pression migratoire issue du Maghreb (une récente étude indépendante publiée à Dubaï démontre que près de la moitié des jeunes du monde arabe envisagent de quitter leur pays (47% en Afrique du Nord)<sup>[4]</sup>) existe-t-il une autre solution que celle qui permettrait aux jeunes d'envisager leur avenir dans leur pays d'origine ?

La priorité est donc bien d'établir une relation de confiance qui permette de contribuer en partenariat — sans ingérence ni jugement—, mais dans un partage d'intérêts bien compris, à la stabilité des pays maghrébins en créant les conditions d'un bien-être suffisant qui tienne compte des circonstances existantes dans le voisinage international de la région. L'efficacité des démarches entreprises devra, bien sûr, du fait de l'origine des financements mis en œuvre, pouvoir être contrôlée régulièrement selon des procédures mises au point en coordination.

Ce besoin était déjà exprimé par Jean-François Daguzan dans une tribune du Monde le 16 mars 2011 appelant à un *plan Marshall* pour l'Afrique du Nord<sup>[5]</sup>. La perception de cette urgence n'a pas échappé à nos dirigeants. Dès 2017 la chancelière allemande a proposé un *plan Marshall*<sup>[6]</sup> pour l'Afrique (PMA), autrement dit plan Merkel, visant à développer l'économie du continent africain en s'appuyant sur trois piliers : économie, échanges et emplois, paix, stabilité et sécurité et enfin démocratie et état de droit. Le président Macron a lui-même appelé, dans le JDD du 21 mai 2021, à « investir massivement [en Afrique] au sortir de cette pandémie avec l'équivalent d'un *plan Marshall* » pour accompagner ce continent « plein de promesses, le plus jeune du monde, le plus vibrant et où tout est possible ». Ces orientations et cette expression de priorités sont bien sûr rassurantes.

Pour autant, le choix de dépasser la coopération avec l'Afrique du Nord pour embrasser l'ensemble de l'Afrique constitue une démarche préoccupante. L'ambition est immense surtout si elle s'applique aux trois piliers proposés par Angela Merkel. Quels moyens financiers pourront ils y être consacrés ? Avec quelle efficacité envisageable ? Sur quelle durée ? Avec quels succès attendus à quelles échéances ? Aujourd'hui les réponses restent peu précises et globalement insuffisantes même si l'initiative de plan d'investissement extérieur de l'UE est sans doute un premier pas utile. En tout état de cause, elles ne paraissent pas répondre à l'urgence des enjeux que caractérisent la dégradation des situations économiques, sécuritaires, politiques et sociales notamment du fait de l'impact des flux migratoire.

Le même Jean-François Daguzan a raison en affirmant que « Le retour de l'action collective est une nécessité vitale et la moribonde Union pour la Méditerranée doit être repensée dans une nouvelle dimension collective, pour porter ce nouveau *plan Marshall* basé sur les mêmes enjeux politico-stratégiques que le premier : empêcher la violence interne et la guerre par une politique intensive de développement. ». Il conviendrait cependant d'adopter, dans un premier temps et de manière urgente, au profit de la seule Afrique du Nord, de façon déterminée et forte les modalités de cette action collective.

Certains hommes politiques européens commencent à aborder la question dans ce sens, tel Mattias Tesfaye, ministre de l'Immigration et de l'intégration danois qui affirme que son gouvernement veut contribuer « à ce que davantage de personnes puissent avoir une vie meilleure dans leur propre pays ou région au lieu de prendre la route de l'exil vers l'Europe »<sup>[7]</sup>. C'est également l'avis de Gerd Müller, ministre de la Coopération économique et du Développement allemand, qui indépendamment du projet de marché commun, défend la même idée « Nous devons investir dans ces pays. Nous devons donner des perspectives aux

personnes qui y vivent <sup>[8]</sup>». L'économiste Thomas Piketty propose plus largement de remplacer la guerre des civilisations par le co-développement<sup>[9]</sup>. C'était déjà, il y a plus de trente cinq ans, l'ambition de Barcelone. Souhaitons qu'ils soient tous entendus...

---

[1] Jean-François Drevet, « Le Maghreb et l'Union européenne (UE) », *Diploweb.com*, 4 mai 2016, <https://www.diploweb.com/Le-Maghreb-et-l-Union-europeenne.html>

[2] PSEM : Pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée.

[3] PEV : Politique européenne de voisinage – UpM : Union pour la Méditerranée. Pour plus de précision, voir Jean-François Daguzan, « Les politiques méditerranéennes de l'Europe : trente ans d'occasion manquées », *Politique étrangère* n°4 Hiver 2016-2017, p. 11-24.

[4] In *Capital* – « Algérie, Maroc, Tunisie... de plus en plus de jeunes veulent émigrer en France » – 15 octobre 2020

[5] « Un Plan Marshall pour l'Afrique du Nord », *Le Monde* du 16 mars 2011, archive disponible : <https://www.almendron.com/tribuna/un-plan-marshall-pour-lafrique-du-nord/>, Voir aussi dans le même esprit, Wolf Lepenies, « Les Européens doivent accepter un plan Marshall pour la Méditerranée », *Le Monde* du 8 mars 2012, [https://www.lemonde.fr/idees/article/2012/03/08/les-europeens-doivent-accepter-un-plan-marshall-pour-la-mediterranee\\_1654221\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2012/03/08/les-europeens-doivent-accepter-un-plan-marshall-pour-la-mediterranee_1654221_3232.html)

[6] Le plan Marshall était un programme américain de prêts accordés aux différents États de l'Europe occidentale pour aider à la reconstruction des villes et des installations détruites lors de la Seconde Guerre mondiale et lutter contre l'influence de l'Union soviétique. Ces prêts étaient assortis de la condition d'importer pour un montant équivalent d'équipements et de produits américains. Il permit le redécollage économique de l'Europe de l'Ouest.

[7] In « Le système européen pour les demandeurs d'asile est insoutenable », *Le Point* du 17 juin 2021.

[8] In « Un plan Marshall pour l'Afrique ? », *DW* du 8 août 2016, <https://www.dw.com/fr/un-plan-marshall-pour-lafrique/a-19456645>

[9] [https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/09/11/thomas-piketty-il-est-temps-d-abandonner-la-notion-de-guerre-des-civilisations-et-de-la-replacer-par-celles-de-codeveloppement-et-de-justice-globale\\_6094268\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/09/11/thomas-piketty-il-est-temps-d-abandonner-la-notion-de-guerre-des-civilisations-et-de-la-replacer-par-celles-de-codeveloppement-et-de-justice-globale_6094268_3232.html)

Par [Jean-François Coustillière](#)